



Cahiers de la Méditerranée

75 | 2007

Islam et éducation au temps des réformes

Les foyers Sonacotra en France et les anciens combattants marocains de l'Armée française

M'bark Wanaïm



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4043>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2007

Pagination : 172-175

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

M'bark Wanaïm, « Les foyers Sonacotra en France et les anciens combattants marocains de l'Armée française », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 75 | 2007, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4043>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Les foyers Sonacotra en France et les anciens combattants marocains de l'Armée française

M'bark Wanaïm

Beauvais, le 28 octobre 2004

- 1 Pour comprendre et analyser le devenir des anciens combattants marocains dans le Maroc indépendant, il importe de faire un détour par l'histoire coloniale durant laquelle ces guerriers ont été engagés dans l'entreprise militaire coloniale et sur laquelle la France, longtemps, s'était appuyée au point de consolider en Afrique comme en Asie sa sphère coloniale. Ils étaient des soldats de métier au sens propre du terme, leur participation aux deux conflits mondiaux et les guerres coloniales en témoignent. Toutefois, l'histoire de ces soldats, leur rôle dans les conflits précités, avec tout ce que cela comporte, reste une histoire méconnue du grand public. Pour des raisons politiques, assurément, on n'en parle guère. Quarante ans après l'indépendance du Maroc, en 1996, ces Marocains, appartenant à d'anciens régiments de tirailleurs, de spahis ou des groupements de tabors, débarquent en petits groupes à Bordeaux. Ils espèrent faire entendre leur doléance, pour laquelle ils sont venus en France, afin de plaider auprès des responsables de celle-ci l'abolition de l'injuste article n°71 de la loi de finances de 1960 (n° 59-1454 du 26 décembre 1959), voté sous le gouvernement du général de Gaulle en 1959¹, et par lequel leurs pensions, depuis, se voient cristalliser. Aujourd'hui, la plupart de ces combattants sont encore à Bordeaux ou éparpillés dans les centres d'accueil d'autres villes (Beauvais entre autres). Ils sont logés dans les foyers Sonacotra, lieux prévus à l'origine pour loger les travailleurs émigrés.
- 2 Dans le cadre de la thèse que nous préparons sur cette question (« Pensionnés marocains de l'armée coloniale : origines et rebondissements »), et qui est en voie d'achèvement, nous avons fait plusieurs déplacements à Bordeaux tout comme à Beauvais. Le but était d'y rencontrer ces vieux soldats marocains qui y résident. Le travail d'enquête est toujours apprécié dans le domaine de la recherche, surtout quand il s'emploie à dépolssiérer de l'oubli des sujets politiques, devenus aujourd'hui un champ fertile où les

chercheurs de différents domaines se précipitent afin de les étudier avec leurs outils, espérant apporter des réponses et des analyses sur des points non élucidés. Enquêter auprès des anciens combattants marocains, sur leur carrière militaire dans l'armée française et sur leur devenir dans le Maroc indépendant, nécessite, sans aucun doute, une parfaite connaissance du dossier, mais aussi du savoir historique favorisant une lecture profonde, permettant de retracer toutes les étapes des événements auxquels ces anciens baroudeurs ont participé. Entre 2004 et 2006, et après de nombreux déplacements à Bordeaux et Beauvais, nos efforts se sont vus couronner de succès. Plus de soixante anciens combattants ont accepté de nous raconter leur aventure dans l'armée coloniale ainsi que les conflits auxquels ils ont participé. Une source clé et précieuse sans laquelle nous aurions été incapable de décrypter toutes les zones d'ombre se rapportant à l'histoire des Marocains de l'armée coloniale française.

- 3 Dans le foyer Sonacotra de Beauvais, situé rue d'Anjou, résident 35 anciens combattants marocains, tous originaires de Kelaa Sraghna et de la région de Marrakech. C'est un foyer calme, implanté dans un coin isolé, entouré d'arbres, et situé à peu près à 2 km de la gare. Convaincu de son importance, je suis allé chercher d'abord Kébir, le responsable, lui aussi d'origine marocaine, avec l'espoir qu'il puisse m'aider ; sans lui, la chance de les voir et de les interviewer était nulle. Il les a prévenus de mon arrivée. Tous sont là, au rez-de-chaussée du bâtiment, en train de discuter comme d'habitude, parlant de leurs problèmes quotidiens et de ceux du bled ; c'est leur manière d'atténuer les séquelles aussi bien psychiques que physiques de leurs expériences passées. Bref, une toute petite poignée d'hommes appartenant à l'autre rive méditerranéenne, souvent qualifiée de « bled indigène » dans la culture coloniale. Hier ils étaient tous là, avec leurs uniformes de tirailleurs ou goumiers pour combattre l'Allemagne et ses alliés, car la France avait besoin d'eux pour se libérer et laver la honte de la déroute de sa propre armée régulière. Ils ont laissé leurs traces sur tous les champs de batailles qui ont eu lieu en Europe, en Indochine et en Afrique du Nord. Ils ont aussi assisté, pendant la durée de ses conflits, auxquels ils ont participé, à la disparition de leurs amis intimes et de leurs proches. Ce sont les anciens baroudeurs d'une époque chargée d'événements aussi bien politiques que militaires.
- 4 Dans le bureau de la directrice du foyer, le protocole d'usage m'oblige à me présenter et à montrer mes papiers de l'université. C'est dans ce contexte que la conversation sur les anciens combattants débute et prend tournure. Peu à peu, la confiance et l'entente s'installent, investissant les esprits et déliant les langues. « Nous aussi, nous nous préparons à faire quelques choses pour ces vieillards. Notre projet consiste à engager un travail de récolte de leur mémoire collective afin d'humaniser les rapports sociaux et d'améliorer les rapports de voisinage » souligne-t-elle. Je n'étais pas du tout prêt à ce genre de franchise, car la prudence doit être la règle si l'on veut atteindre son but : essayer d'avoir le maximum de renseignements auprès des responsables, concernant bien entendu le séjour et la vie quotidienne de ces baroudeurs dans cet espace social qui ne ressemblait pas au leur. « En 2001, les anciens combattants marocains déambulèrent dans Bordeaux, ce fut l'apogée de leur afflux auquel les responsables ne s'attendaient pas. Dans le but de désamorcer la crise du logement qui l'a frappée après leur arrivée massive, la Sonacotra de Bordeaux les a envoyés ici dans l'espoir d'atténuer la pression sur ces foyers dont une bonne partie avaient été occupés par les combattants venus dans les années quatre-vingt-dix » nous annonce la directrice de l'établissement. Au cours de cette discussion, la directrice ne cache pas son inquiétude et son amertume sur la situation

inhumaine dans laquelle les combattants se retrouvent, car certains d'entre eux, plus particulièrement ceux qui touchent le RMI et dont le dossier de la pension est en cours, se livrent discrètement à la mendicité dans la ville. À tout cela se rajoute un autre problème qui inquiète les combattants et auquel la Sonacotra doit faire face ; un problème difficile à gérer lorsqu'on est à l'étranger. Il s'agit de l'assurance du rapatriement du corps pour les anciens combattants décédés sur le territoire français, car l'exemple de cette souffrance a déjà été vécu une fois dans l'établissement. Kébir, le responsable, a encore le souvenir de l'un des leurs décédé au foyer et qui n'avait pas d'assurance. Il relate l'événement en affirmant que « tous les responsables étatiques étaient au courant de ce problème. L'année dernière, un combattant s'est éteint chez nous ici au foyer, il n'avait ni l'assurance du rapatriement ni de quoi payer les charges ; pour ne pas le laisser à la morgue à l'hôpital, on a cotisé autant qu'on pouvait, combattants, résidents et fonctionnaires du foyer pour payer les charges de son rapatriement. » C'est à ce moment-là que les autres se rendent compte de l'importance de cette assurance. Leur seul espoir s'accroche à une folle idée, aller voir la Banque populaire marocaine de l'Oise, car c'était elle qui se chargeait, pendant des décennies, de rapatrier les corps de ses clients travaillant en France pour le Maroc. Espérant leur vendre l'assurance du rapatriement en cas de décès, la Banque populaire marocaine leur a opposé un refus sans équivoque sous prétexte de leur âge. Encore une fois, les intérêts l'ont emporté sur l'humanité. En revanche, la banque leur assure l'envoi de leur argent à leurs proches au Maroc. Ulcérés par l'attitude incompréhensible de la Banque populaire marocaine, les anciens combattants marocains aujourd'hui se sentent rejetés par tout le monde, voire même oubliés, car la volonté politique voulait bien qu'ils soient engloutis dans l'oubli.

- 5 À l'issue de cette conversation, Kébir m'emmena pour les voir, pour entendre ce qu'ils pensaient de leur nouvel exil forcé ; une douzaine tout simplement étaient encore là, car le reste était parti au Maroc depuis un mois pour passer le ramadan auprès de leurs familles. À notre arrivée, les discussions se sont éteintes, cédant la place au silence, au cours duquel les regards se multiplièrent. Pour gagner leur confiance et aplanir la méfiance, je leur ai tous serré la main. Tous inquiets de leur avenir, ils se plaignent de l'injustice que la France leur a imposée pendant les décennies précédentes. Tous les témoignages que nous avons recueilli se focalisent sur le problème de la pension militaire qui a frappé, d'ailleurs, tout le monde, sur les méandres administratifs, que ce soit au Maroc ou en France, et sur l'indifférence des autorités françaises. Ils affirment vouloir rentrer au pays définitivement, à condition que la France leur verse la pension complète, car leurs conditions de vie sont lamentables. Après l'indépendance du Maroc, certains d'entre eux ont été démobilisés et d'autres ont continué leur service dans les régiments de tirailleurs jusqu'à leur retraite. « Mais de quelle retraite parlez-vous ? » souligne Mohamed. « En 1944, j'ai contracté mon premier engagement dans l'unité de génie, j'ai été envoyé en France et en Allemagne au moment où la guerre faisait rage. En 1951, notre régiment, le 5^e RTM, a reçu l'ordre d'embarquer pour l'Indochine, j'ai failli être capturé à Diên Biên Phu par le Viêt-minh. En 1959, on m'a rayé des contrôles à Dijon, au total j'ai cumulé 15 ans de service. Tout ce que la France m'a envoyé comme retraite mensuelle, depuis 1959 et jusqu'à 2001, est en tout et pour tout 212 dirhams [21 euros]. »
- 6 Si la fraternité du sang versé lors des combats a été une réalité, celle des indemnités pour les rares survivants qui restent ne l'est toujours pas aujourd'hui. Ce scandale prend racine dans l'article 71, toujours en vigueur, de la loi du 26 décembre 1959, votée sous la présidence du général de Gaulle². Conséquence de cette cristallisation, d'énormes écarts

se sont creusés au fil du temps entre ce que perçoivent les soldats des anciennes colonies de l'ex-puissance coloniale et les soldats français.

- 7 Au lendemain de la projection du film *Indigènes*, l'État républicain fut sévèrement pris à partie par plusieurs associations de la société civile, du fait de son indifférence à l'égard des anciens combattants des pays anciennement placés sous sa tutelle. Pour étouffer le débat naissant sur la décrystallisation des pensions et afin de ne pas ternir plus l'image du « pays des droits de l'homme », les responsables français se sont précipités pour réagir en annonçant la revalorisation des « pensions des anciens combattants issus des colonies ». De quoi s'agit-il exactement ? Pleine reconnaissance (ou reconnaissance plénière) des droits à ces oubliés des colonies ou habile manœuvre de diversion ?
- 8 Comme nous l'avons vu précédemment, il faut souligner que ce que les médias ont rapidement dénommé « la pension des anciens combattants » est en fait un conglomerat de trois différentes allocations, indépendantes les unes des autres :
 - la « retraite du combattant » (pour tout engagé d'une unité combattante pour une période de 3 mois minimum), qui s'élève à 396 € par an (année 1999) pour un ancien combattant français contre 50 € pour un Marocain ;
 - la « retraite militaire proportionnelle » (pour tout engagé militaire pour une période de 15 ans minimum), qui s'élève, pour des carrières identiques, à 6 235 € par an (année 1999) pour un ancien combattant français contre 374 € pour un Marocain ;
 - la « pension militaire d'invalidité » (pour toute blessure reçue lors de combats), qui s'élève à 12 417 € par an pour un taux d'invalidité proche de 100% (année 1999) pour un ancien combattant français contre 1 357 € pour un Marocain.
- 9 En analysant les déclarations des uns et des autres, nous sommes parvenus au constat suivant selon lequel les déclarations rassurantes des responsables français n'apportent, en réalité, qu'une solution partielle au problème posé depuis des décennies.
- 10 Les propos tenus par Jacques Chirac, président de la République, lors du conseil des Ministres du 27 septembre 2006⁶ évoquent uniquement la décrystallisation de deux allocations : la retraite du combattant et la pension militaire d'invalidité. Aucune allusion au sujet de la retraite militaire proportionnelle n'a été faite. Pourtant sur une plaquette explicative du secrétaire d'État aux anciens combattants intitulée justement « La décrystallisation » et produite en 2002, la retraite militaire figurait bien comme un des « types de pensions concernés par la revalorisation ».
- 11 En découvrant que 53 588 allocataires des anciennes colonies et protectorats perçoivent la retraite militaire proportionnelle (dont 17 778 Marocains) contre 48 660 pour la retraite du combattant (17 152 Marocains) et 29 905 pour la pension militaire d'invalidité (8 066 Marocains), on comprend mieux l'enjeu financier qui a sûrement pesé lourd sur la mise à l'écart de cette fameuse retraite militaire proportionnelle, de peur du contrecoup financier qu'elle allait apporter au budget de l'État français si elle devait être alignée sur celle des allocataires français. Cette triste et peu honorable manœuvre de l'Élysée vient révéler, encore une fois, la duplicité de l'État français envers les « indigènes ».

NOTES

1. « Article 71

I – À compter du 1^{er} janvier 1961, les pensions, rentes ou allocations viagères imputées sur le budget de l'État ou d'établissement publics, dont sont titulaires les nationaux des pays ou territoires ayant appartenu à l'Union française ou à la communauté ou ayant été placés sous le protectorat ou sous la tutelle de la France, seront remplacées pendant la durée normale de leur jouissance personnelle par des indemnités annuelle en francs, calculées sur la base des tarifs en vigueur pour les dites pensions ou allocations, à la date de leur transformation.

II – Des décrets pourront fixer dans chaque cas les conditions et les délais dans lesquels les bénéficiaires de l'indemnité prévue au paragraphe I seront admis à opter pour substitution à cette indemnité d'une indemnité globale unique et forfaitaire égale au quintuple de l'indemnité annuelle.

III – Des dérogations aux dispositions prévues aux paragraphes précédents pourront être accordées par décrets pour une durée d'un an, qui sera susceptible d'être prorogée également par décrets. » *Journal officiel de la République française*, lois et décrets, n°300, samedi 26 et dimanche 27 décembre 1959 : loi de finances pour 1960 (n°59 – 1454 du 26 décembre 1959), p. 12.

2. Loi de finances pour 1960 (n°59 – 1454 du 26 décembre 1959), p. 12.

3. Retraite irréversible et insaisissable. Elle s'éteint avec le décès de son possesseur. Elle est perçue semestriellement à partir de l'âge de 65 ans.

4. Florence THOMAS, *Étude du dispositif d'accueil et de soins, par la Sonacotra et Médecins du monde, des anciens combattants marocains primo-arrivants à Bordeaux en 2003*, thèse de médecine, année 2004, université Bordeaux 2 – Victor Segalen, UFR sciences médicales, p. 15.

5. *Ibid.*

6. Disponible sur le site de l'Élysée : <http://www.elysee.fr> (voir dans la rubrique réservée aux discours et déclarations du président de la République, 27 septembre 2006).

RÉSUMÉS

Cet article relate un « terrain » associant anthropologie et histoire effectué dans le cadre d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne sur les anciens combattants marocains de l'Armée française.

This paper reports an anthropological and historian investigation on Moroccan veterans of the French Army carried out for a PhD in Modern History at the Paris I Pantheon-Sorbonne University.

INDEX

Mots-clés : anciens combattants, Maroc

AUTEUR

M'BARK WANAÏM

Paris

M'bark Wanaïm termine une thèse d'histoire contemporaine sur *Les pensionnées marocains de l'armée française : origines et rebondissements* à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne sous la direction du Professeur Daniel Rivet.

Contact : mbarkwan@yahoo.fr